gration quitter

rouver rticles ne des nt de -Unis.

emble, ec des embla-'agisse 'âmes,

n'im-

politi-

elques cette espenposait i son

pays livrer pense l'éveil, ropres il est si un

oreuve ations que le pays ne pourralt remplir, j'admets—à moins que cette inflation ne devienne permanente, — qu'il devrait être directement responsable. Mais je laisse en toute confiance au pays et à cette Chambre le soin de décider si l'on peut, à bon droit, attribuer pareille faute au Ministère actuel.

Je vais maintenant, M. l'Orateur, appeler l'attention de la Chambre sur le budget de l'année courante, qui vient d'être déposé sur le bureau. Mais avant d'entrer dans les détails, il convient probablement de dire quelques mots sur un côté important de la politique du Gou-La Chambre sait que lorsque nous sommes arrivés au pouvoir il y avait un très-grand nombre de travaux secondaires que l'on impute d'ordinaire au revenu, en voie de construction ou sur le point d'être commencés. Je déclarai dans le temps qu'il scrait impossible, d'ici à plusieurs années, d'opérer une réduction quelconque sur cet item de dépense. Je dis aussi que je ne m'attendais pas que cette dépense fût permanente et qu'une réduction dans ce sens fût l'un des moyens sur lesquels je comptais pour équilibrer le budget dans le cas où il y aurait une diminution temporaire d'importations Je crois que la Chambre pourra s'assurer que nous avons reussi d'une manière très-raisonnable à donner effet à notre politique. Nous n'avons pas eru prudent, pour deux raisons, de suspendre aucun des travaux publics que le Gouvernement s'était engagé d'exécuter. D'abord nous avons constaté qu'il était convenable, vû le bas prix de la main-d'œuvre et des matériaux, de procéder à l'achèvement de ces entreprises aussi promptement que possible, et ni mon honorable ami (M. Mackenzie) ni moi n'avons cru opportum, vû la crise actuelle, de retarder l'exécution de ces travaux ou de nous borner à ceux qui étaient absolument nécessaires. En second lien, nous savions qu'il fallait terminer ces travaux et faire les déboursés nécessaires ; et notre politique était de profiter du bon marché et de soulager dans une certaine mesure ceux qui souffrent de cette détresse, que chacun doit désirer pouvoir diminuer s'il le peut. Si, maintenant, la Chambre